

Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

Sommaire :

1) Introduction :.....	3
2) Les taxes est dépenses existantes :	4
3) Les taxes est dépenses projetées :.....	19
4) Conclusion :	24

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

1) Introduction :

Le présent document propose, de faire un tour d'horizon de plusieurs taxes et dépenses, liées au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie. La liste des taxes et dépenses, mis en lumière dans ce document, se veut la plus exhaustive possible.

Les taxes et dépenses listées, ont été mis en lumière pour la plupart, à la suite du mouvement social des « Gilets Jaunes ».

Un article d'octobre 2019, quantifie à environ 80 milliards d'euros les recettes annuelle la fiscalité automobile en France : https://www.moncoyote.com/blog/automobile/actualites-automobile/la-france-championne-deurope-des-taxes-sur-les-automobilistes/?fbclid=IwAR0NAsALG_gXEWoJGZMMvn2cv-vcG9-YsI1IFYm9wOJ9sk237u-LMNV95Jg ,

https://realitesroutieres.fr/les-taxes-environnementales-pres-de-60-milliards-en-2022-6192/?fbclid=IwAR3uvObwXWJ19aEVLktI9SBF7HRiLKUbs1BpOtHoAbJvc0XMu_o2_k3fT4 .

<https://www.lelyn.fr/assurance-auto/comparaison/pas-cher/taxes-auto-2017/>

<https://www.lelyn.fr/assurance-auto/comparaison/pas-cher/classement-taxes-europe-2019/>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

2) Les taxes et dépenses existantes :

Dans cette partie, nous ferons un tour d'horizon des taxes et dépenses existantes. Nous ferons également des commentaires, sous forme de réactions ou de suggestions vis-à-vis du fonctionnement.

	Taxe / dépense	Lien	Utilité	Réaction
1	La taxe carbone	https://www.rtl.fr/actu/international/taxe-carbone-ant-nio-guterres-favorable-a-cette-taxe-ou-a-des-mecanismes-similaires-7799439063	<p>Le but de la taxe carbone, est de toucher au niveau fiscal au portefeuille des entreprises et particuliers.</p> <p>Pour les particuliers, cette mesure vise à réduire la dépendance à la voiture, pour rabattre l'usager sur les TC, le vélo et la marche.</p> <p>Pour les entreprises, du commerce, de la logistique et des services, le but est de limiter les déplacements des biens et services venant de loin. Le tout pour réorienter sur une production plus « locale ».</p>	<p>La taxe carbone fut décriée fortement lors de la crise des « Gilets Jaunes ». En effet les français vivant en milieu rural ou périurbains sont tributaires de la voiture pour se déplacer (travail, étude, vie privée ...). On estime entre 10 et 15 millions de français vivant dans ce type de zones :</p> <p>http://www.observationsociete.fr/territoires/lieu-de-vie_terri/ville-campagne-periurbain-qui-vit-ou.html</p> <p>L'autre catégorie impactée, sont les entreprises françaises fortement dépendantes d'importations étrangères ou en besoins de mobilité pour le secteur des services. Une hausse des coûts sur les carburants, introduit mécaniquement une hausse du prix sur le client final. Cette hausse serait nécessaire pour conserver un niveau de marge et de rémunération suffisante. On se retrouverait avec des entreprises nationales plombées par les taxes versus des entreprises étrangères qui ne font qu'importer de la marchandise et des services sans payer de taxe sur les carburants.</p>
2	Les amendes liées au stationnement en voirie (FPS)	<p>https://www.stationnement.gouv.fr/fps</p> <p>https://support.paybyphone.fr/hc/fr-fr/articles/115005871705-Quel-est-le-prix-du-FPS-dans-ma-ville-</p> <p>https://fps-stationnement.fr/questions/montant-forfait-post-stationnement.php</p>	<p>Entrée en vigueur depuis janvier 2018, on ne parle plus d'amende sur le stationnement mais de FPS (forfait post stationnement). Chaque ville est libre de fixer le montant de ces FPS.</p>	<p>Le système de FPS est fortement décrié, en cas de contestation d'une amende. Comme le système a été concédé dans certaines agglomérations à des sociétés privées, il est difficile pour l'usager de prouver sa bonne foi en cas de litige.</p> <p>https://www.rue89strasbourg.com/forfaits-post-stationnement-galere-contestation-recours-strasbourg-157608</p> <p>Ce type de système, est également fortement pénalisant pour le stationnement résidentiel et les commerçants-artisans. En effet se sont les premières victimes de la</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

				verbalisation « à tort » ou bien « à répétition », à cause de l'automatisation du système.
3	La hausse des péages	https://www.capital.fr/votre-argent/tarif-des-peages-ca-va-taper-en-2019-1302277 https://www.lesechos.fr/2015/12/autoroutes-le-rattrapage-des-peages-durera-jusqu'en-2023-283289 https://www.caradisiac.com/autoroutes-une-hausse-des-peages-deja-actee-pour-2020-179540.htm	Comme chaque année, au mois de février les péages augmentent.	<p>Suite à un gel des tarifs sous le gouvernement « hollande » en 2015, les tarifs doivent être compensés jusqu'en 2023 pour rattraper le retard.</p> <p>Ces mesures de rattrapage sont particulièrement pénalisantes pour plusieurs catégories d'usagers :</p> <ul style="list-style-type: none"> > les travailleurs, dont les trajets comportent des sections à péage. > les touristes, qui seraient tentés de délaisser des zones touristiques si le tarif des trajets est élevé pour s'y rendre.
4	Les vignettes crit'air + les Zones à Faibles Emissions	https://www.certificat-air.gouv.fr/ https://www.crit-air.fr/fr/informations-sur-la-vignette-critair/la-vignette-critair/des-amendes-elevees.html	Les vignettes crit'air ont été mis en place, afin de réduire la circulation des véhicules les plus polluants dans le cœur des grandes agglomérations. Ce certificat coûte environ 4 €.	<p>L'idée de lutter contre la pollution, liée au trafic routier est en soi louable. Dans les faits la situation est bien plus complexe à gérer</p> <p>En effet un certain nombre de situations paradoxales, voire d'entraves ont été constaté, dont peu voir pas ont été anticipé.</p> <p>Les personnes en situation de précarité (smicards, CDD, intérimaires, étudiants, demandeurs d'emplois ...) situées en banlieue, se retrouvent confrontées à des problèmes de mobilité. Bien souvent ces personnes possèdent un véhicule ancien et polluant, difficile à changer (pas d'accès au crédit, pas d'argent, faible revenu ...). D'un point de vue spatio-temporel, ces personnes sont loin ou alors mal desservies en transport en commun. Ce frein à la mobilité est une entrave pour l'accès à des pans complets du territoire. Ils leurs devient impossible de s'y rendre. Les accès pour le marché à l'emploi, aux études, aux services de santé, aux services publics ... peut vite virer au cauchemar. Ce type de situation vient s'ajouter à un cercle vicieux déjà lié l'isolement et l'exclusion géographique.</p> <p>https://www.transitionsenergies.com/fin-annoncee-voitures-populaires/</p> <p>---</p>

			<p>Restreindre l'accès à certains véhicules polluants, induit forcément des reports de trafics en périphérie des ZFE. Ceci n'est pas sans conséquence sur l'état de la circulation de certains axes. On peut citer des exemples comme Strasbourg, Paris, Toulouse, Montpellier, Lille, Dijon, Annemasse, Nîmes.</p> <p>Pour les villes citées, il existe des projets de ZFE. Pour ces mêmes villes, les voies périphériques autoroutières se retrouvent par moment couverte par une ZFE ou un projet de ZFE.</p> <p>BP et A86 à Paris A35 à Strasbourg N356 à Lille A620 à Toulouse</p> <p>Dans d'autres cas, les axes de délestage n'ont tout bonnement pas été terminés ou sont sous capacitaire.</p> <p>Francilienne (entre A14 et A15). Rocade de Nîmes Rocade ouest de Montpellier Rocade Arc En Ciel à Toulouse Contournement Ouest de Lille Rocade Est d'Annemasse Rocade de Dijon N353 à Strasbourg</p> <p>Les axes en questions, sont des 2x1 voies appelés à devenir des autoroutes ou dans leurs prolongements. Des élargissements sont nécessaires contre les risques d'accidentologie (choc frontal, absence de séparateur, mélange de trafic divers, nombres giratoires ...), aussi pour capter le trafic dévié.</p> <p>Maintenir des axes de la sorte, c'est maintenir une forme de pollution artificielle, tout en ne mettant pas les</p>
--	--	--	---

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

				moyens sur des axes lourds pour désengorger les centres villes.
5	Les taxes sur les carburants	https://www.economie.gouv.fr/cedef/question-semaine-prix-des-carburants https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/taxe-sur-les-carburants-la-france-sur-le-podium-europeen_2046968.html https://www.liberation.fr/france/2018/11/06/taxe-s-sur-les-carburants-la-france-est-elle-une-exception_1690053	En France le taux de taxe sur les carburants, représente environ 57%.	Appliquer une taxe carbone viendrait mécaniquement augmenter le prix de l'essence et du diesel, sur les taxes déjà existantes. 2 parties seraient particulièrement pénalisées : > les résidents du milieu rural et périurbain où l'usage de la voiture est souvent le seul moyen de locomotion. > les entreprises où le transport de marchandises et personnes est important (logistique, commerciaux terrains, marchands ambulants, BTP, transports de personnes ...) https://www.caradisiac.com/carburant-pas-de-hausse-des-taxes-mais-une-hausse-des-prix-180544.htm
6	Les taxes sur les immatriculations & cartes grises	http://www.lemondeducampingcar.fr/actualite/vu-sur-le-web/diesel-bientot-une-taxe-sur-les-cartes-grises.html	Une refonte de la fiscalité sur les taxes des certificats d'immatriculation ou les cartes grises, pour financer des contrôles antipollution est en cours.	La taxe sur les immatriculations & cartes grises est fortement contestée, car elle vient s'empiler sur les frais de dossiers, de mises en route et des taxes déjà existants lors de l'achat d'un véhicule. https://immatriculation.ants.gouv.fr/Vos-demarches/Cout-et-taxes-additionnelles
7	Les réductions de vitesses 90 à 80 km/h	http://www.conseil-etat.fr/Actualites/Communiqués/Reduction-a-80-km-h-de-la-vitesse-maximale-autorisee http://www.securite-routiere.gouv.fr/connaître-les-regles/reglementation-et-sanctions/baisse-de-la-vitesse-maximale-autorisee-de-90-a-80-km-h	La réduction de vitesse de 10 km/h sur le réseau secondaire avait pour but : > la baisse du nombre d'accidents > limiter la pollution émise par les véhicules.	Les réductions de vitesses ont été vertement critiquées pour plusieurs raisons : > Un sentiment de « France à 2 vitesses ». En effet en milieu rural, rouler plus lentement c'est mettre plus de temps pour se déplacer sur des trajets déjà long. Un sentiment « de décalage », « de ralentissement » par rapport aux métropoles où tout « va plus vite », s'est installé. > Rouler moins vite impacte également les entreprises, les flux vont au ralenti, donc des horaires plus importants, avec les coûts qui vont avec sur la compétitivité. > Les coûts du changement de vitesse, sur les panneaux, le code de la route, les mises à jours des radars : https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/80-km-h-combien-va-couter-le-changement-des-panneaux-de-signalisation-7793630278 , https://www.capital.fr/economie-politique/limitation-

				<p>de-vitesse-a-80-km-h-un-cout-exorbitant-pour-leconomie-1264476.</p> <p>> Une baisse de la vitesse, sur le trafic poids lourd, à un effet pervers de faire remonter des émissions de polluants : https://www.airparif.asso.fr/_pdf/publications/fanny.pdf.</p> <p>> Une question similaire existe aussi, sur l'efficacité des boîtes de vitesses automatiques à des vitesses de croisières de 70/80 km/h (pollution, surconsommation, surrégime moteur ...) : http://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-31683QE.htm.</p> <p>> Le retour aux 90 km/h sur des routes départementales est vu comme un « fouillis » généralisé. En effet entre les routes nationales, les routes départementales et les routes métropolitaines, le retour au 90 km/h se fait au bon vouloir du gestionnaire de voirie et du passage sur le territoire d'une collectivité à l'autre. https://www.20minutes.fr/societe/2693607-20200113-seine-marne-500-km-routes-vont-repasser-90kmh.</p> <p>> Une polémique a éclaté, à la suite de proposition de cabinets d'études en préconisant un passage à 70 km/h au lieu des 80. http://www.automoto.com/actualite/societe/securite-routiere-vers-limitation-a-70-km-h-164631.html https://www.lepoint.fr/automobile/securite/routes-quoi-de-pire-que-le-80-le-70-km-h-bien-sur-14-12-2017-2179834_657.php</p>
8	L'automatisation des péages	<p>https://www.lesnumeriques.com/mobilite/gouvernement-veut-supprimer-peages-a-barrieres-n79609.html http://www.francesoir.fr/politique-france/peage-autoroute-le-gouvernement-veut-enlever-les-barrieres</p>	Afin de diminuer les encombrements sur les bretelles d'accès aux autoroutes à péage, également afin de réduire la congestion aux gares de péages lors des « migrations estivales », il est prévu de remplacer les barrières physiques par des systèmes de caméras.	<p>Sur l'A4 et l'A13 la SANEF-SAPN prévoit de remplacer les barrières physiques par des caméras de détections : https://www.20minutes.fr/economie/auto/2475427-20190318-lorraine-peage-barriere-a4-plus-besoin-arreter-premiere-france https://www.sanef.com/fr/mon-voyage/boulay/3-solutions-payer-automatiquement</p> <p>Dans les faits ce système paraît parfait. Il ne faut pas négliger le risque de fraude qui reste important.</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

				<p>En effet ce système nécessite dans certains cas, un simple enregistrement de plaque d'immatriculation en la liant à une carte bancaire ou un compte bancaire. Cette solution pourrait tenter des malveillants d'utiliser de faux numéros de plaques, voire d'usurper de vrais numéros.</p> <p>Pour éviter une telle situation, il faut rendre « unique » de manière électronique, chaque véhicule par un système de badge ou une vignette qui sera scanné par le système de détection.</p>
9	Une taxe de séjour pour les campings cars	<p>https://www.lesechos.fr/politique-societe/regions/0600004441872-corse-vers-une-remise-a-plat-de-la-fiscalite-derogatoire-2215592.php</p> <p>https://www.corsematin.com/article/article/le-domaine-public-nest-pas-un-terrain-de-camping</p> <p>https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/haute-corse/corse/corse-ecotaxe-camping-cars-adoptee-commission-finances-1375633.html</p> <p>http://www.lemondeducampingcar.fr/actualite/infos/corse-l-ecotaxe-anti-camping-cars-rejetee-par-l-assemblee-nationale.html</p>	<p>La France est connue pour être un pays attirant les touristes. Les touristes venant en camping-car n'échappent donc pas à la règle de venir en masse en période estivale sur le territoire. Cela représente environ 500 000 campings-caristes par an.</p>	<p>La région de Corse a décidé de mettre en application une taxe sur les campings cars à la descente du ferry. En effet la collectivité de Corse juge que ceux-ci effectuent du camping « hors infrastructures ». Ceci génère donc un manque à gagner de taxe de séjour pour les campings classiques.</p> <p>L'idée de réglementer via une taxe de séjour, la présence de ce type de véhicule apparaît louable. Il faut garder à l'esprit que de trop nombreuses taxes peuvent être contreproductives et renvoyer des flux de touristes vers la péninsule Ibérique et l'Italie.</p> <p>Mécaniquement, cela aurait un impact sur la fréquentation et le chiffre d'affaire du secteur.</p>
10	Le malus écologique	<p>https://www.auto-moto.com/green/malus-ecologique-2020-chiffres-mal-221030.html</p> <p>https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F19911</p> <p>https://www.capital.fr/economie-politique/le-malus-ecologique-a-20-000-euros-confirme-1357858</p>	<p>Le malus écologique vise à taxer les véhicules qui ont de grosses émissions de CO2 ou bien la puissance du véhicule.</p>	<p>Au 1^{er} janvier 2020, le barème du malus a été revu à la hausse, avec des tarifs à 20 000 € pour les plus élevés. Ces hausses ont suscité la colère de nombre d'automobilistes :</p> <p>https://www.autoplus.fr/suzuki/jimny/actualite/Suzuki-Jimny-CO2-Malus-Taxes-1542857.html</p> <p>En effet des marques comme Suzuki, Fiat, Mitsubishi ou encore Dacia ont vu le prix de certains véhicules augmenter de 20% à 40% au 1^{er} janvier. Les marques impactés sont pourtant orientées sur un segment « low cost » et « milieu de gamme ». L'impact de ces taxes, influence directement le groupe Renault et PSA.</p>
11	Les tarifs d'assurances	<p>https://www.argusdelassurance.com/assurance-dommages/assurance-auto-et-habitation-pourquoi-les-primas-vont-augmenter-en-2020.153374</p>	<p>Comme chaque année les tarifs d'assurances augmentent pour plusieurs raisons :</p> <p>> compenser les remboursements des sinistres des années précédentes</p>	

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

			> verser les cotisations au fond de garantie pour les accidents de la circulation	
12	Les prix des contrôles techniques et contres visites	https://www.ouest-france.fr/bretagne/vannes-56000/morbihan-nouveau-contrôle-technique-les-prix-font-le-grand-ecart-6036882 https://www.dossierfamilial.com/consommation/vehicules/contrôle-technique-ce-qui-change-au-1er-janvier-2019-86872 https://auto.bfmtv.com/actualite/le-contrôle-technique-devient-encore-plus-severe-au-1er-janvier-1542307.html https://www.francebleu.fr/infos/transports/automobile-le-contrôle-technique-va-encore-se-durcir-au-1er-janvier-2019-1540228409	Depuis le 1 ^{er} janvier 2019, le durcissement du contrôle technique est entré en vigueur. En particulier sur les normes techniques antipollution.	Afin de lutter contre la pollution les normes sont plus drastiques. Egalement sur le plan de la sécurité. Ce qui entraîne mécaniquement des contrôles techniques plus rigides. Ceci a également un coup pour l'automobiliste, qui doit repasser à la caisse en entretiens et pièces détachées. Faute de budget suffisant ou de système plus rigide, un nombre croissant d'automobilistes sont tentés de rouler sans contrôle technique. Il en circulerait au moins 500 000 en France. https://www.rtl.fr/actu/conso/plus-de-500-000-vehicules-circulent-sans-contrôle-technique-7799709446
13	Taxes sur l'aménagement des campings cars et vans	https://www.lci.fr/conso-argent/vans-combis-fourgons-amenages-non-vasp-recales-au-contrôle-technique-a-partir-du-20-mai-2018-2087718.html https://www.capital.fr/economie-politique/camionnettes-amenagees-les-solutions-pour-reussir-le-contrôle-technique-2018-1284491 https://www.letelegramme.fr/france/fourgons-amenages-ca-ne-rigole-plus-21-05-2018-11964970.php	Le durcissement des normes de sécurité et antipollution concerne également les fourgons, vans et autres véhicules de loisirs aménagés par leurs propriétaires.	
14	Loi NOTRe et transfert de voirie	https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/loi-portant-sur-la-nouvelle-organisation-territoriale-de-la-republique-notre https://www.vie-publique.fr/loi/20721-loi-notre-loi-du-7-aout-2015-nouvelle-organisation-territoriale-de-la https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030985460&categorieLien=id	La loi NOTRe, est une loi ayant permis l'échange de compétences entre collectivités. En particulier la gestion des routes. L'État a cédé des routes aux départements, les départements aux intercommunalités et communes, les intercommunalités et communes aux particuliers et entreprises dans des cadres spécifiques.	Phénomène difficilement quantifiable, les intercommunalités et communes qui ont cédé des morceaux de voirie (trottoirs, allées, parkings, zones pavillonnaires ...) aux particuliers et entreprises, dans des cadres spécifiques, ont mécaniquement fait augmenter les taxes. En effet, bien souvent ces mètres carrés en plus ce sont des frais et taxes en plus (entretien, gestion, cadastre ...).
15	Taux réduit de TICPE supprimé pour les carburants	https://www.batiactu.com/edito/taux-reduit-ticpe-supprime-decision-brutale-et-incompréhensible-54049.php https://www.fntp.fr/dossiers/gnr-gazole-non-routier	La suppression de cet avantage vise à limiter une « niche » fiscale dont bénéficie, les entreprises ayant des engins chantiers.	La suppression de cet avantage, a suscité une vague de colère chez les professionnels du BTP. Cela va avoir pour conséquence, de faire fondre les marges et les trésoreries des entreprises.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

	d'engins de chantiers			
16	Taxes sur les véhicules de sociétés	https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F22203	Les sociétés doivent payer chaque année la taxe sur les véhicules des sociétés (TVS) pour les voitures particulières qu'elles possèdent ou utilisent en France. Le montant de la taxe diffère selon le type de véhicule. La période d'imposition s'étend du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.	
17	TVS et malus sur les « pick-up » avec au moins 5 places.	https://www.challenges.fr/automobile/actu-auto/malus-et-tvs-le-pick-up-5-places-taxe-des-janvier-2019_632843 http://www.monsieurvintage.com/motors/2018/10/malus-ecologique-2019-les-pickups-bientot-soumis-a-lecotaxe-33662	Les véhicules de type "pick-up" / 4x4 benne, n'ayant pas un objet utilitaire sont soumis à la taxe sur les véhicules de société et au malus écologique.	Cette mesure a suscité la colère des professionnels (artisans et agriculteurs). En effet, dans bon nombre de contexte le type de véhicule en question est utilisé dans un double contexte (professionnel et personnel).
18	La taxe à l'essieu	https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31220	Les véhicules de fort tonnage immatriculés en France sont tenus de payer ces taxes, pour financer l'entretien des routes non concédées.	Actuellement cette taxe ne concerne pas les véhicules étrangers. Afin de remettre de l'équité entre les véhicules français et étrangers une éco contribution, une écotaxe ou une vignette est nécessaire. En effet, bon nombre de camions étrangers usent et abusent du réseau français sans apporter la moindre contribution. En revanche ceux-ci contribuent fortement à sa dégradation. Étendre la taxe à l'essieu existante aux PL étrangers apparaît être la seule solution, sans contrevenir au droit européen. D'un côté l'UE interdit de taxer les véhicules étrangers en transit. De l'autre on ne peut pas remettre une taxe sur les PL français qui en payent déjà beaucoup. Un juste milieu est nécessaire en étendant l'existant.
19	La taxe sur les véhicules d'occasions	https://www.largus.fr/actualite-automobile/nouvelle-taxe-sur-les-voitures-doccasion-8919397.html	Depuis 2018, à partir de 10 chevaux fiscaux un véhicule d'occasion est soumis à une taxe.	A la suite du mouvement des « gilets jaunes », cette taxe sur les véhicules d'occasions a été vue comme particulièrement injuste. En effet les taxes sur les véhicules neufs sont déjà payées lors de l'achat. Ici la taxe a été vue comme une forme « d'impôt sur l'occasion » ou alors « payer une forme de 2 ^{ème} TVA ».
20	Les taxes sur les « véhicules puissants »	https://www.largus.fr/actualite-automobile/les-taxes-sur-les-vehicules-puissants-seront-abandonnees-en-2021-10048398.html		La fin des taxes sur les « véhicules puissants », a été particulièrement mal perçue par une partie des Français. En effet la suppression des taxes en question a été vue comme un avantage fiscal vers les revenus aisés.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

21	Les ronds-points	<p>https://beyondthemap.wordpress.com/2018/08/26/repartition-des-ronds-points-en-france-edition-2018/ https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/combien-ca-coute-de-construire-un-rond-point-2979895</p>	<p>Au dernier recensement de 2018, par comptage sur carte routière, la France métropolitaine comptait environ 65 000 ronds-points et giratoires. Les estimations donnent environ 5 000 ronds-points et giratoires dans les DOM-TOM. Une autre étude par sondage, des collectivités locales en 2020, en dénombre 115 000. Le coût moyen d'un tel ouvrage est d'environ 500 000 €.</p>	<p>Ces dispositifs existent depuis les années 1980, et sont originaires de la région Nantaise.</p> <p>A la suite du mouvement des « Gilets Jaunes », ces dispositifs ont été pointé du doigt pour plusieurs raisons.</p> <ul style="list-style-type: none"> > coûteux, entre 35 à 58 milliards d'€ ont été dépensés pour ces aménagements. > trop nombreux, la France est le pays où il y en a le plus au monde, la densité peut monter jusqu'à 1 du km. > contreproductif sur la fluidité du trafic, nombre de voies express et rocade qui disposent de ces aménagements ont vu leur encombrement exploser (rocade de Montpellier, rocade de Nîmes, rocade de Valence, voie express autour de Lille, voie express autour de Nantes ...) > source de pollution, lorsque l'axe principal bouchonne à cause de ces dispositifs, ceci génère des retenues artificielles et inutiles
22	Les dos d'ânes	<p>https://www.pumsd.fr/mm6-13102019.mp4 https://www.pumsd.fr/m6-13102019.avi https://www.zinfos974.com/Les-dos-d-ane-en-veux-tu-En-voila-_a49791.html https://www.facebook.com/PUMSD83</p>	<p>Après une étude par sondage en 2020 auprès des collectivités, les estimations donnent environ 500 000 dispositifs de type « dos d'ânes » et « ralentisseurs » sur les routes de France. Un dispositif de la sorte coûte entre 5 000 et 10 000 € pièce.</p>	<p>A la suite du mouvement des « Gilets Jaunes », ces dispositifs ont été pointé du doigt pour plusieurs raisons.</p> <ul style="list-style-type: none"> > coûteux, entre 2,5 et 5 milliards d'€ ont été dépensés pour les construire > hors normes et non conformes, dans de nombreuses agglomérations (Lille, Toulon ...) le taux de malfaçon grimpe à près de 70% (trop haut, trop large, matériaux interdits, sur voie de bus, non-respect des seuils de trafic, centre de secours à proximité ...) > nuisible pour l'environnement <p>http://www.lerepairedesmotards.com/actualites/2017/royaume-uni-suppression-dos-ane.php https://www.telegraph.co.uk/news/2017/04/09/speed-bumps-could-disappear-uk-roads-part-new-plan-cut-pollution/</p> <p>Une étude ATMO a démontré une multiplication par 4 à 5 de la pollution atmosphérique et une augmentation de 300 à 1000 % des émissions de particules fines des freins qui sont plus dangereuses. Les freinages et redémarrages incessants sont sources de pollution atmosphérique.</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

23	Les radars	<p>https://www.securite-routiere.gouv.fr/radars/differents-types-de-radars https://www.radars-auto.com/info-radars/</p>	<p>En France les radars ont plusieurs fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> > sanctionner la vitesse (radar fixe, mobile, tronçon, radar embarqué) > sanctionner les feux rouges > sanctionner les franchissements de passages à niveaux 	<p>En France près de 70% des excès de vitesses ne dépassent pas 10 km/h. https://www.radars-auto.com/actualite/actu-radars-general/radars-moitie-des-exces-de-vitesse-sont-entre-1-et-5-km-h-1278</p> <p>Les récentes baisses de 90 à 80 km/h, ont accentué le nombre de petits excès de vitesses. Mécaniquement un excès de vitesse entraîne une perte de point. L'explosion des petits excès de vitesse fait basculer à tort la comptabilisation de ces excès de vitesses dans la catégorie « chauffards ».</p> <p>Parallèlement le nombre de radars fixes et feux rouges augmente. Ces deux facteurs, ont des effets négatifs sur le comportement des usagers au volant. Une forme de « stress » s'installe chez les automobilistes en conduisant. Ceux-ci risquent donc d'être moins attentif.</p> <p>Les lieux d'implantation d'un certain nombre de radars, ainsi que l'allocation des recettes liées aux amendes sont vivement contestées. https://www.liguedesconducteurs.org/repression/deux-journalistes-denoncent-les-arnaques-de-la-securite-routiere?fb_action_ids=718428951582450&fb_action_types=og.likes&fbclid=IwAR0x6qWTqE_ZCwDnYmGcVIRo_q0x0cN5Q4DqfkDuXaFSRQXvVJH2PTnm dc</p> <p>Ceux-ci sont régulièrement pointés du doigt et montrés comme des « machines à cash » ou des « pièges à automobilistes ».</p> <p>Les voitures avec radars embarqués, n'échappent pas à la règle. Une déshumanisation, et une automatisation à « outrance » via l'utilisation de prestataires sont dénoncées. La difficulté des contestations est également dénoncée en cas de litige.</p> <p>Au contraire, des difficultés, pour lutter contre le portable au volant, l'alcool et les drogues persistent. De manière paradoxale, la légalisation du cannabis fait</p>
----	------------	---	---	--

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

				débat et viendrait mettre à mal une politique de lutte déjà peu efficace contre d'autres fléaux. https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/le-cannabis-bientot-legalise-en-france-1169882.html
24	La législation des vitres teintées	https://www.stage-recuperation-point-permis.fr/article-72.html	Avant 2017, les automobilistes étaient libres d'installer des vitres teintées sur leur véhicule. Ainsi, si le conducteur avait une visibilité satisfaisante sur les vitres avant et arrière, il n'y avait pas d'infraction au code de la route. Toutefois, depuis le 1 ^{er} janvier 2017, la réglementation concernant les vitres teintées a fait peau neuve. À l'avant du véhicule, elles sont devenues interdites au-dessous d'un certain seuil de transparence et des sanctions ont été prévues en cas de non-respect de cette règle.	
25	La taxe foncière sur les parkings	https://www.lavoixdunord.fr/767576/article/2020-06-20/la-cab-ne-s-attendait-pas-une-telle-taxe-fonciere-pour-le-parking-de-nausicaa	Avec la suppression programmée de la taxe d'habitation, les collectivités locales (mairies, intercommunalités, départements ...) sont contraintes de procéder à une révision de leurs méthodes de taxations.	Une hausse de la taxe foncière sur les parkings, va mécaniquement avoir un impact sur les automobilistes utilisant ces infrastructures. Ceux-ci vont payer plus cher des infrastructures, bien souvent nécessaires pour pouvoir se rendre dans des lieux dépendant de la voiture faute d'alternative disponible (parkings relais, centre commerciaux, lieux de loisirs, parcs, infrastructures sportives, arénas, ...). Cette mesure est une double peine pour les banlieusards des grandes agglomérations qui sont au final contraints : > de payer l'abonnement TC. > de payer des frais de parking en plus. Aucun moyen de transport en commun ne permet de rallier les parkings relais dans un hub de banlieue/périphérique depuis son point de départ lui aussi en banlieue/périphérie.
26	Les normes et les lourdeurs administratives	https://www.lesechos.fr/2013/02/la-france-le-pays-aux-400000-normes-335895 https://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20130326trib000756162/quelles-sont-les-normes-les-plus-folles-.html	En France on recense environ 400 000 normes pour 10 échelons administratifs (arrondissement de grande ville, maire, commune associée, intercommunalité, arrondissement de département, département, région, état, accord transfrontalier, Europe)	Spécificité française, ou il y a une « sur normalisation », de certifications et de normes iso à respecter, cela crée ce que l'on appelle de la « sur qualité » et un « principe de précaution ». Le nombre d'échelon crée une lourdeur administrative supplémentaire. Ces spécificités ont nécessairement des coûts : > financiers, car le nombre de contraintes à respecter ne fait que croître.

				<p>> en temps, il y a beaucoup d'interlocuteurs dans une chaîne décisionnaire. Cela se traduit par des ponctions obligatoires et taxes tous azimuts, difficilement lisibles et trop nombreuses.</p>
27	Les contestations en justices	<p>https://www.20minutes.fr/planete/2810615-20200629-dordogne-projet-contournement-routier-beynac-definitivement-enterre https://www.francebleu.fr/infos/societe/deviation-de-beynac-est-face-a-une-injustice-et-a-un-scandale-d-etat-dit-le-president-de-la-dordogne-1593445060 https://www.francebleu.fr/infos/societe/deviation-de-beynac-conseil-etat-projet-dordogne-1593431858</p>	<p>Lors de la contestation en justice d'un projet d'infrastructure, la justice est amenée à analyser un grand nombre de normes et de lois auprès d'un grand nombre d'échelons administratifs et bureaucratiques différents.</p>	<p>Cela en vient à donner des situations ubuesques. Par exemple avec le pont de la déviation de Beynac. Après validation du projet, le CG24 a dépensé 12 millions d'€ en travaux. Suite à un recours en justice, celle-ci a condamné le CG24 à revoir ces plans et a une démolition pour un coût supérieur. Ce type de situation décrédibilise totalement la justice et les collectivités pour plusieurs raisons :</p> <ul style="list-style-type: none"> > d'un point de vue logique et mathématique on ne peut pas dépenser plus en travaux de démolition pour des travaux non terminés. > d'un point de vue crédibilité, ce type de situation fait perdre tout sens du sérieux à la justice et aux collectivités locales. > d'un point de vue financier, les finances publiques sont déjà lourdement endettées. Cela participe à aggraver le gaspillage et la mauvaise utilisation des deniers publics. > d'un point de vue pénalité, les contribuables se retrouvent à devoir payer 2 fois pour un final un service non rendu.
28	Les amendes pour les collectivités	<p>https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/10/pollution-de-l-air-l-etat-condamne-a-une-astreinte-de-10-millions-d-euros-par-semester-pour-son-inaction_6045863_3244.html</p>	<p>Afin de lutter contre la pollution la justice a mis en demeure l'état, et dans une moindre mesure les collectivités locales, telles que les départements, intercommunalités et villes gestionnaires de voiries de payer des amendes et des pénalités financières en cas d'inaction sur le plan de la réduction de la pollution atmosphérique.</p>	<p>Ici le risque encouru est double pour les automobilistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> > des hausses d'impôts arbitraires afin de payer les pénalités des collectivités et de l'état faute d'action concrète. > une hausse des tarifs de stationnements et disques en zones bleues vu comme une « chasse aux voitures ». <p>Les premiers pénalisés sont les riverains ainsi que les travailleurs, sans réelles solutions d'alternatives à la voiture.</p>
29	Les abonnements sur les cartes SIM pour GPS.	<p>https://www.matooma.com/fr/s-informer/actualites-de-matooma/cartes-sim-m2m-les-numeros-dappel-passent-a-14-chiffres</p>	<p>Une décision de l'ARCEP de 2017, suite au paquet télécom de l'Europe de 2015 oblige les opérateurs télécoms à fournir des numéros « machine à machine » (dit M2M) et non plus « interpersonnels » pour les appareils domotiques</p>	<p>Pour souscrire à un abonnement « GSM » pour GPS, l'utilisateur est contraint de passer par un professionnel et ne peut pas « louer » un numéro « M2M » auprès d'un opérateur classique. Ceci engendre des frais opaques pour l'utilisateur auprès du vendeur de matériel, qui lui-</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

		https://alarme.ooreka.fr/astuce/voir/109476/tran-smetteur-telephonique-gsm-alerte-et-gere-vos-objets-electriques	comme les GPS, alarmes et autres systèmes. Ceci face à une possible pénurie de numéro de téléphone mobile.	même fait appel à un opérateur d'IOT (internet d'objet connecté). L'utilisateur final, ne sait pas où va l'argent, ni comment il est reparti et encore moins les taxes appliquées. Ce raisonnement s'applique aussi sur les futurs équipements de sécurités, exigés par l'UE dans les voitures pour les systèmes d'alertes aux secours, ou encore dans le cadre de l'automatisation des péages autoroutiers (badges de paiements). https://www.leparisien.fr/societe/votre-voiture-va-bientot-prevenir-les-secours-toute-seule-27-03-2018-7632537.php https://www.turbo.fr/actualite-automobile/2021-activation-des-mouchards-pour-controler-votre-conduite-171468?fbclid=IwAR05hOIRsz77uz5S9RkrxviNy36qjTL0noLWJwQheYyG3_7GtGwKH0qCxjk
30	TVA sur les biens, services et équipements automobiles.		Il s'agit de la TVA collectée sur les biens, services et équipements automobiles.	
31	Hausse des taxes sur les carburants avec du E10-éthanol	https://www.ladepeche.fr/2020/10/10/hausse-annoncee-des-taxes-sur-le-sans-plomb-9130292.php	Mettre fin à un avantage fiscale sur les carburants contenant du E10.	
32	Loi montage et pneu hiver	https://www.lepoint.fr/automobile/securite/pneus-hiver-pas-encore-d-obligation-en-france-12-09-2019-2335261_657.php https://www.francebleu.fr/infos/transports/les-pneus-neige-obligatoires-par-endroits-dans-48-departements-de-montagne-a-compter-du-1er-novembre-1603009840	Le projet de loi « montagne », propose de rendre obligatoire les pneus neige en zone de montagne l'hiver. Ce projet de loi est louable sur le principe, pour la sécurité des automobilistes. Dans les faits cela s'annonce beaucoup plus complexe à appliquer. En effet nombre de touristes se rendent dans des zones montagneuses en hiver, 1 seule fois par an. La proposition de loi serait vue comme un « nième » impôt ou l'automobiliste devrait payer le montage, le stockage et l'achat de pneus hiver. Le coût pour les pneus, est évalué entre 500 et 1000 € par an. Ce serait également un frein pour l'activité touristique. Le budget de nombreux touristes serait impacté.	

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

33	Bonus-malus sur le poids des voitures	https://www.transitionsenergies.com/bonus-malus-poids-vehicules/ http://www.lefigaro.fr/conso/un-rapport-propose-un-systeme-de-bonus-malus-en-fonction-du-poids-des-vehicules-20190701 https://www.ladepeche.fr/2020/10/18/un-malus-poids-pour-taxer-les-vehicules-de-plus-de-1-800-kg-9147298.php	<p>Avec l'avènement des SUV, des 4x4, des utilitaires et des voitures électriques le poids des véhicules a considérablement augmenté ces 20 dernières années.</p> <p>Dans le même temps, les normes de sécurité et antipollution demandent de plus en plus de dispositif. Donc des véhicules plus lourds.</p> <p>Or on propose de taxer ces véhicules lourds. Il y a un dilemme, la sécurité VERSUS la pollution ?</p>	
34	Taxe sur la radio "numérique" – dit RNT	https://www.hitwest.com/news/la-radio-numerique-est-en-marche-34133 https://www.jeanmarcmorandini.com/article-395783-radio-numerique-apres-paris-marseille-et-nice-en-2014-le-csa-accelere-le-deploiement-de-cette-technologie-complementaire-de-la-bande-fm.html https://www.rtb.be/info/medias/detail_plan-de-frequence-radios-ln24-grand-gagnant-au-detriment-de-mint-et-des-televisions-locales?id=10271163 http://www.lafrap.fr/podcasts/la-radio-numerique-terrestre-arrive-en-loire-atlantique-d1 https://www.lemonde.fr/big-browser/article/2017/01/11/la-norvege-a-commence-a-debrancher-sa-radio-fm_5061007_4832693.html	<p>Pour mettre fin à la radio hertzienne, au même titre que la télé, l'UE propose aux états membres de passer sur un système de radio numérique dit " RNT ".</p> <p>C'est un modèle à « l'américaine », déjà en vigueur en Norvège depuis 2017. Ce modèle permet la création de radios dites à "péage" sur le modèle de CANAL+ pour la télé.</p> <p>Pour la décennie 2020-2030, va se poser la question du changement d'habitude de consommation liée à la RNT. Quid de la redevance audiovisuelle ? Quid de la TVA sur les radios à péage ?</p> <p>Les véhicules étant équipés pour la plupart de poste radio, des inquiétudes subsistent sur la création d'une nouvelle taxe.</p> <p>https://www.lalettre.pro/Le-DAB-bientot-disponible-sur-tous-les-recepteurs_a21345.html https://www.lalettre.pro/Geneve-un-sommet-sur-la-radio-numerique_a21513.html https://www.csa.fr/Informer/Comment-recevoir-la-television-et-la-radio/DAB-tout-savoir-sur-la-radio-numerique-terrestre</p>	<p>Entrée en vigueur en décembre 2020 :</p> <p>https://www.largus.fr/actualite-automobile/la-radio-numerique-dab-bientot-generalisee-en-france-10456402.html https://www.frandroid.com/produits-android/audio/ecouteurs-true-wireless/798811_une-taxe-sur-les-appareils-audio-discutee-a-lassemblee http://www.fiscalonline.com/La-taxe-sur-les-materiels-destines-a-l-ecoute-de-contenus-sonores-ne-verra-pas.html</p>

Les 34 points fiscaux présentés ici sont issus de taxes et dépenses existantes. A la suite du mouvement des « Gilets Jaunes », un fort sentiment « d'injustice fiscale », de « France à 2 vitesses » et « d'état dépensier » a animé une partie de la population et des débats. En particulier sur le sujet de la fiscalité et de l'automobile.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

Plusieurs interrogations sont venues sur le devant de la scène, portant sur le nombre de taxes, l'utilisation de l'argent et la justification des dépenses.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

3) Les taxes et dépenses projetées :

Dans cette partie, nous ferons un tour d'horizon des taxes et dépenses projetées. Nous ferons également des commentaires, sous forme de réactions, des suggestions ou des propositions vis-à-vis de celles-ci.

	Taxe / dépense	Lien	Réaction
1	Amende en cas de retard au contrôle technique	https://www.cnpa.fr/presse/communiqués-de-presse/recul-drastring-des-visites-du-contrôle-technique-le-cnpa-alerte-le-premier-ministre-edouard-philippe-sur-une-situation-preoccupante/?ogmd=80351519	Il circulerait au moins 500 000 véhicules en France dont le contrôle technique, n'est pas à jour ou inexistant. Dans ce cadre, le gouvernement a poussé une proposition de loi visant à mettre des délais plus courts pour que l'automobiliste se mette en conformité. https://www.rtl.fr/actu/conso/plus-de-500-000-vehicules-circulent-sans-contrôle-technique-7799709446 . Avec l'automatisation des contrôles, il y a eu une levée de boucliers des automobilistes. En effet, bon nombre ont exprimé leur crainte, des délais trop courts pour se mettre en conformité à l'approche d'un jour férié, d'un weekend ou tout simplement dû à l'éloignement avec le centre de contrôle technique (en milieu rural par exemple).
2	Taxes anti bouchons	https://www.caradisiac.com/peages-une-nouvelle-taxe-sur-les-routes-embouteillées-en-preparation-168809.htm https://www.capital.fr/economie-politique/taxe-antibouchons-redevance-pollution-au-peage-mauvaises-surprises-en-vue-pour-lautomobiliste-1291614	Sur les autoroutes et voies express sujettes aux encombrements récurrents (heures de pointe, zones touristiques, trafic estival ...), l'UE propose une « taxe anti-bouchon » pour encourager les usagers à se reporter vers des modes de transports « plus vert ». Cette taxe est sujette à de vives hostilités : > pour le tourisme : un frein économique qui découragerait, les touristes de venir dans certaines zones ou d'emprunter certains itinéraires. > pour les navetteurs : un frein économique et une forme « d'impôt » pour accéder aux bassins d'emplois, de services publics et d'études.
3	Péages urbains	http://www.journaldelenvironnement.net/article/le-retour-des-peages-urbains,94291	2 modèles de péages urbains sont dans les cartons. Le modèle « anglais » ou comme à Londres, on devrait payer pour entrer dans le centre-ville. Ce modèle est vu ici avec beaucoup d'hostilité, une « nième taxe » ou une forme « d'impôt » pour accéder au centre-ville. Le modèle « néerlandais » ou comme à Amsterdam, on bénéficie d'un « crédit d'impôt » si l'on n'a pas utilisé son véhicule pour se déplacer. Ici aussi le modèle est sujet à de vives discussions. La création d'un « crédit d'impôt », suppose la création d'une niche fiscale. Paradoxalement le gouvernement souhaite les supprimer.
4	L'écotaxe	http://5minutes.rtl.lu/grande-region/france/1243968.html https://www.publicsenat.fr/article/societe/ecotaxe-vers-une-taxation-sans-exception-134309	Le gouvernement a fait une proposition, pour une nouvelle écotaxe sous forme de vignette. Cette proposition n'a pas du tout été appréciée, des entreprises du secteur de la logistique. En effet dans un premier temps seul celles-ci auraient été impacté, pas les entreprises étrangères. Une simple extension de la taxe à l'essieu, aurait permis de viser les camions étrangers sans impacter davantage les camions français, déjà taxés.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

		https://www.20minutes.fr/societe/2351831-20181010-ecotaxe-deguisee-bretagne-souleve-deja-contre-vignette-poids-lourd	
5	Loi ALUR de 2014	https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028772256&categorieLien=id https://www.toute-la-franchise.com/vie-de-la-franchise-A11822-loi-alur-les-equipements-commerci.html	<p>La loi ALUR modifie profondément les surfaces de stationnements des nouvelles zones commerciales. En effet avant 2014, la loi autorisait 1,5 m² de surface de stationnement pour 1 m² de surface commerciale. Ceci a changé pour passer de 1,5 à 0,75 m². Actuellement seules les surfaces des commerces sont concernées.</p> <p>Si le schéma est appliqué aux entreprises en périphérie des grandes villes (ZAC, ZI, zones de bureaux, zoning ...), mais aussi aux hubs de transports en périphérie (gare, station de métro ...), le coût de constructions et les normes vont rapidement exploser.</p> <p>Cela supposera de construire en mode « silo à étage » ou en « sous-sols ». Ce type de construction est plus cher de 30 à 40 % par rapport à un parking classique.</p> <p>Les coûts de constructions pourraient également impacter les tarifs des parkings, perçus comme un « nième » impôt ou taxe et d'entrave à l'accès à l'emploi et aux études.</p> <p>https://www.republicain-lorrain.fr/france-monde/2019/11/08/des-cliniques-font-payer-leur-parking-aux-patients?sfns=mo&fbclid=IwAR2xv1LyeJA1sLjmbssa6k3KZ_kNAiC2dNnyrqcgqOX3b-GZY81A4AXIPNQ</p>
6	Modulation du péage en fonction de la pollution émise par le véhicule	http://www.leparisien.fr/societe/sur-autoroute-plus-vous-polluerez-plus-vous-paieriez-05-06-2018-7754904.php	<p>Ce type de taxe, viserait les véhicules les plus polluants sur les autoroutes à péage. Cependant ce type de taxe, ne serait pas si équitable ni « sur ». En effet les revenus modestes, les familles nombreuses avec des véhicules familiaux (SUV, monospace, break ...), les camions, seraient tentés de se reporter sur le réseau secondaire pour échapper aux taxes. Ceci aurait un impact direct, sur l'accidentologie du réseau secondaire, qui n'est pas conçu pour absorber un flux autoroutier.</p>
7	Taxation des revenus des particuliers	https://www.zdnet.fr/actualites/blablacar-leboncoin-vers-une-taxe-pour-les-revenus-des-particuliers-39871557.htm	<p>Afin de lutter contre « la professionnalisation » d'activités des particuliers, l'état a proposé d'encadrer les revenus issus de la location de voiture et du covoiturage.</p>
8	Décaler l'âge des voitures de collection	https://www.caradisiac.com/voitures-anciennes-la-fin-du-passe-droit-163177.htm https://www.lejdd.fr/economie/des-amateurs-de-voitures-populaires-il-y-a-trente-ans-leur-rendent-leur-jeunesse-3631619	<p>En France, le monde du véhicule de collection pèse 4 milliards d'€, pour 800 000 véhicules de collection et 300 000 collectionneurs. Une voiture a droit au statut "collection" à partir de 30 ans sur la carte grise. Afin de lutter contre d'éventuels véhicules polluants et/ou diesel des années 1980, la fédération des véhicules de collection propose de passer l'âge à 35 ou 40 ans.</p> <p>https://www.challenges.fr/automobile/votre-vieille-voiture-vaut-peut-etre-de-l-or_640889 .</p> <p>Se développe un nouveau phénomène, celui des « Youngtimer ». Des jeunes propriétaires âgés entre 30 et 40 ans, achetant des voitures de 30/35 ans.</p> <p>Hors ce phénomène n'est pas du tout du gout de certaines collectivités, qui cherchent à lutter contre les véhicules anciens et polluants, dont ceux des années 1980.</p> <p>On se retrouve donc avec un clivage, entre anciens et nouveaux collectionneurs qui ont investi plusieurs dizaines de milliers d'euros pour l'acquisition d'un véhicule de collection.</p> <p>Décaler l'âge, c'est courir le risque de léser financièrement ces jeunes propriétaires.</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

			https://www.contrepoints.org/2019/12/19/360667-strasbourg-futur-ville-sans-issu-les-vehicules-thermiques-en-accusation
9	Taxes sur les batteries des voitures électriques	https://www.bfmtv.com/economie/comment-continuer-a-taxer-les-automobilistes-quand-la-voiture-electrique-se-sera-imposee-1705960.html	Pour financer le recyclage et les chaînes de retraitements, une sorte de "TIPP" sur les batteries est à l'étude.
10	Taxes sur les voitures électriques	https://www.bfmtv.com/economie/comment-continuer-a-taxer-les-automobilistes-quand-la-voiture-electrique-se-sera-imposee-1705960.html https://www.quechoisir.org/actualite-voitures-electriques-la-taxe-plane-n1723/?fbclid=IwAR38V-8tzeMiRr5IOFU-RKslK3SXxMDmiN3tkqSd7Cbj95_jpdQxICBKICQ	Avec la baisse du nombre de véhicules thermiques ou de leur consommation (véhicules hybrides), se pose la question du modèle économique de prélèvement des taxes sur le pétrole et le gaz. Le nombre de véhicules propres et électriques augmente. Se pose la question d'une « TIPP » sur l'électrique. Cette question a été évoqué au printemps 2019 par l'OCDE.
11	Modulation du tarif de parking en fonction du gabarit de la voiture	https://www.lefigaro.fr/flash-eco/suv-la-mairie-de-paris-songe-a-une-hausse-du-prix-du-stationnement-20191013 https://www.parisvox.info/2019/10/13/paris-vers-une-hausse-du-prix-du-stationnement-pour-les-suv/	En milieu urbain, le taux de motorisation des ménages peut monter à 2 véhicules. Faute de garage ou de place de parking, le stationnement résidentiel de voirie fait souvent office de « garage » pour les urbains. Cette pratique est encadrée, avec des systèmes de PIAF et carte par abonnement pour les riverains. Cependant des municipalités seraient tentées d'ajouter une règle, pour faire contribuer plus les véhicules utilitaires ou SUV. Ces véhicules occupent une place plus importante. Commerçants et riverains sont opposés à ce type de mesure, qui serait perçu comme une menace pour les charges des petits commerces, ou une forme de nouvel impôt pour les particuliers.
12	Taxe kilométrique sur les voitures électriques	https://www.usinenouvelle.com/editorial/faut-il-une-taxe-kilometrique-pour-les-vehicules-electriques.N900369	Avec l'électronique embarquée et les nouvelles motorisations électriques, une proposition de loi sur la taxation au kilomètre parcouru a été proposé. Ce projet de taxe est vivement contesté pour plusieurs raisons : > intrusif : un suivi et pistage constant de l'automobiliste serait nécessaire. > le coût : une infrastructure informatique serait nécessaire, par le même temps le coût pour l'automobiliste serait aussi discutable vis-à-vis de cette infrastructure.
13	Abaissement de la vitesse sur les autoroutes	https://www.rtl.fr/actu/politique/baisse-de-la-vitesse-a-120km-h-sur-les-autoroutes-a-m-emmerde-un-peu-concede-jadot-7800063122 https://www.nouvelobs.com/planete/20200213.OBS24782/reduire-a-110-km-h-la-vitesse-sur-autoroute-on-debriefe-la-convention-climat-avec- quatre-participants.html https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/	Comme pour le passage des 90 à 80 km/h, un débat a lieu pour savoir si la vitesse de 130 km/h sur autoroute est à abaisser. Ce type de mesure ne serait pas sans conséquence sur la circulation. En effet la baisse de vitesse sur autoroute de 130 à 110, pause aussi la question légitime de l'impact de la baisse de la vitesse sur les voies express de 110 à 90 , voire de 90 à 80. Ce type de mesure va impacter en premier lieu les habitants et entreprises en milieu rural et périurbains. > Des trajets plus long en temps en milieu rural, ou les trajets sont déjà fortement tributaire du spatio-temporel. > Des trajets plus longs en temps c'est moins de rotations, pour les entreprises françaises de transport de marchandises et autocaristes. > Des commerciaux, VRP et artisans avec moins de temps présentiel en clientèle ou en prospection. > Lors des périodes estivales de grands départs, c'est courir le risque de faire conduire plus longtemps les automobilistes, sur de longues distances avec un risque accru de fatigue, de somnolence et d'accident.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

			<p>> Modifier l'heure de pic des bouchons et le taux d'occupation des autoroutes en période estivales. Avec pour risque des embouteillages plus long, plus durable et plus conséquent dans le sillon Rhodanien et Aquitain. Quid de la pollution induite en plus ?</p> <p>> Se pose également la question du cout financier d'un tel changement (panneaux, code de la route à modifier ...)</p>
14	GPS dans tous les poids lourds	https://www.nextinpact.com/brief/des-deputes-veulent-obliger-les-poids-lourds-a-avoir-des-gps-adaptés-8424.htm	<p>Une proposition de loi, vise à ce que l'ensemble des PL de plus de 3,5 tonnes soient équipés d'un dispositif de type GPS. Ceci aurait des particularités, tel que hauteurs, largeurs, tonnages, restrictions de circulation sur les routes sur les cartes interactives.</p> <p>Ce type d'installation n'est pas sans poser quelques questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> > le coup d'installation, d'entretien et de maintenance pour les entreprises > la question du prestataire de service des cartes (un GAFAM dépendant de Google ou Microsoft) ? > la question d'un nième taxe sur l'installation de ces dispositifs ? > la question du suivi, du pistage, le droit à la vie privée et professionnelle des professionnels de la routes (RGPD) ? (camionneurs, chauffeurs, livreurs) ?
15	Moduler les taxes sur les contrats d'assurance en fonction de l'émission de CO2	https://www.capital.fr/votre-argent/ces-mesures-validees-par-macron-qui-vont-exasperer-les-automobilistes-1373955	<p>Le but recherché ici, est d'alourdir la fiscalité sur les assurances de véhicules polluants pour encourager le changement vers des véhicules plus propres.</p> <p>Ce type de mesure, n'est pas s'en poser plusieurs questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Quid du nombre de chauffeurs sans assurances (déjà élevé, environ 500 000) ? > Quid de la hausse du nombre de chauffeurs qui rouleront sans assurances pour cause de tarifs trop élevés ? > Quid de la hausse du nombre des accidents avec des chauffeurs non assurés ? > Quid de la hausse des cotisations des chauffeurs assurés, contraints de couvrir les risques du nombre croissant de chauffeurs non assurés ?
16	Taxation du stationnement résidentiel en fonction des revenus	https://www.lavoixdunord.fr/863728/article/2020-09-11/bordeaux-du-stationnement-bientot-payant-en-fonction-des-revenus?from_direct=true	<p>Plusieurs mairies comme Bordeaux et Grenoble, proposent de lutter contre l'automobile en ville, en instaurant un « tarif social». L'idée est d'indexer le tarif de location des pias et disques de stationnement, en fonction des revenus des ménages.</p> <p>Cette proposition a soulevé un tollé chez les automobilistes. Une tarification sociale apparait comme équitable il est vrai pour les revenus modestes. Cependant les plus impactés seraient les ménagers et classes moyennes. Les revenus aisés ne verraient aucune différence.</p>
17	Avantages et réductions de tarifs, sur autoroutes à péage pour les véhicules propres	https://www.ladepeche.fr/2020/09/18/autoroutes-bientot-des-reductions-pour-les-covoiturages-et-les-voitures-peu-polluantes-9080657.php?fbclid=IwAR0jQIDg-e3NseJttODk0NyRu-5kd0WUSUc86xkhG7qu4NuFp78srxBoyoe	<p>La proposition de loi, vise à proposer des avantages tarifaires pour les personnes pratiquant le covoiturage ou alors des personnes utilisant des véhicules propres (hybride, électrique, biocarburant ...).</p>

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

18	Taxe de mise en circulation TMC sur les motos	https://www.lavoixdunord.fr/937377/article/2021-02-15/securite-routiere-les-recommandations-du-cnsr-rejetees-en-bloc-par-les-motards	
----	---	---	--

Les 18 points fiscaux présentés ici ne sont pas encore existants. Ceux-ci sont encore en discussion ou en projet. A la suite du mouvement des « Gilets Jaunes », figurait dans les revendications, « une pause fiscale ».

En considérant ces points fiscaux projetés, à ceux déjà existants, cela pourrait porter à $34 + 18 = 52$ points fiscaux dans le futur. Le tout faisant graviter, de nouvelles taxes et dépenses pour l'état et les collectivités.

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

4) Conclusion :

A la suite du mouvement des gilets jaunes, plusieurs qualificatifs se sont fait entendre :

« Ras le bol fiscal »

« Injustice fiscale »

« Etat dépensier »

« France à 2 vitesses »

« TROP de taxes »

Essentiellement sur des questions de fiscalité, également la fiscalité liée au secteur automobile et aux transports routiers.

Nous avons pu constater 34 points fiscaux existants, 18 points supplémentaires sont en discussion ou en projet. Ce qui porterait à 52 leurs nombres.

Plusieurs interrogations apparaissent :

> Avoir autant de taxes est-ce bien raisonnable ?

> Quels sont les effets négatifs non anticipés de ces taxes ?

> Où va l'argent ?

> A quoi sert l'argent ?

> Les dépenses sont-elles justifiées ?

> Les dépenses sont-elles efficaces ?

> Quid de la remise à plat du système fiscal qui apparaît comme lourd et complexe ?

■ ■ - Fiscalité liée au secteur automobile, aux transports routiers et à la voirie

Parallèlement la qualité du réseau routier français se dégrade. Selon le Forum économique mondial, la France est passé de la 1ère place en 2011 à la 7ème place en 2016. Depuis 2014 le budget alloué à l'entretien des routes a fondu de 30% dans les départements. 25% des routes sont jugées dans un état préoccupant, inversement la part des routes en bon état est passés sous les 50 % en 2018.

<https://www.lagazettedescommunes.com/561384/les-menaces-qui-pesent-sur-lentretien-des-routes/>

<http://www.altersecurite.org/entretien-routes-necessite/>